

L'ÉVEIL

Hebdo

N° 489 / 12^{ème} année. mardi 22 juillet 2003

La bonne formule est-elle trouvée ?

Les signataires de la nouvelle charte font, dans leur préambule, un diagnostic du processus démocratique marqué, selon eux, par une "gestion néo-patrimoniale des ressources de la Nation ; un système de dictature ; la confiscation des libertés ; une situation économique et sociale désastreuse ; et au plan diplomatique, l'absence d'initiatives d'envergure, l'amateurisme et l'incohérence".

Tirant les leçons de l'échec patent du Front des partis d'opposition (Fpo), les partis ont décidé de constituer un cadre de concertation "régis par la présente charte et ses annexes qui en sont parties intégrantes, sans préjudice de l'indépendance politique et d'organisation des partis membres, étant entendu que leurs activités ne doivent pas être contraires aux principes et objectifs du Front". Ils visent, "à travers un programme commun et des actions concertées, à unir toute l'opposition démocratique en vue de : "engager le débat entre toutes les forces politiques autour des questions essentielles ; amener le régime actuel à la concertation et au dialogue et opérer les changements politique, économique et social dans le pays".

Au point 1er des principes généraux, les partis déclarent leur "attachement aux principes et idéaux que sont : l'Islam, en tant que référence commune à tout

notre peuple ; l'unité nationale, dans le respect de la composition multiethnique de la société mauritanienne ; l'indépendance et l'intégrité du territoire ; le respect des droits de l'homme (état de droit, indépendance de la justice, neutralité de l'administration) ; démocratie pluraliste ; l'économie mixte fondée sur l'affirmation du rôle de régulateur de l'Etat (répartiteur des revenus et des richesses) et l'initiative privée ; et rôle diplomatique éminent de notre pays".

Au point trois consacré au respect des droits de l'Homme, rappelant "les violations graves et massives des droits par le pouvoir", les partis signataires "proclament leur attachement à la défense de la valeur et de la dignité humaine ; s'engagent à ce que cessent dans notre pays les détentions arbitraires, etc... ; exigent l'abrogation de la loi d'amnistie de 1993 ; l'indemnisation juste et équitable des rapatriés ; le retour, la réinsertion l'indemnisation des déportés ; la réparation civile en faveur des veuves, des orphelins, des rescapés civils et militaires ; et s'engagent à tout mettre en œuvre pour la libération de Mohamed Lemine Ch'bih O. Cheikh Malainine". Face à la question de l'esclavage, ils s'engagent à promouvoir les mesures suivantes : "adoption de textes législatifs caractérisant et exprimant la pratique ; mise en œuvre d'un programme socio-économique et d'éducation ; réforme foncière permettant à ces victimes l'accès à la terre ; et l'organisation de vastes campagnes d'éducation et de sensibilisation autour de ce phénomène".

Au point quatre, parlant de la

démocratie pluraliste, les signataires, après avoir déploré "la persistance de la gestion unilatérale du processus démocratique, les conditions dans lesquelles se déroulent les élections, la dissolution arbitraire des partis politiques, l'arrestation des leaders politiques, le refus de reconnaissance des organisations de la société civile, le monopole et le refus de la libéralisation des médias (radio-tv) et la censure de la presse", assurent qu'ils œuvreront pour : "l'ouverture d'un dialogue politique autour du processus démocratique et de la crise générale que vit le pays ; la mise en œuvre effective de la constitution en ses dispositions garantissant les libertés et la souveraineté de la loi ; l'élaboration d'un code électoral consensuel ; la création d'une commission nationale indépendante (Cni) ; l'ouverture des médias publics

aux partis et organisations de la société civile ; la libéralisation des ondes par la création d'une haute autorité de l'audiovisuel ; et le renforcement du rôle des composantes de la société civile".

"Recul des secteurs essentiels de l'économie, faillite organisée et bradage des entreprises publiques"

Sur le point cinq relatif à la bonne gestion et à la justice sociale, constatant "le recul des secteurs essentiels de l'économie (agriculture, pêche, élevage, mines), la faillite organisée et le bradage des entreprises publiques, la libéralisation anarchique de l'économie, les inégalités, la corruption, les trafics d'influence, les délits d'initiés, la surfacturation les détournements des deniers publics", les signataires œuvreront à : "combattre la corruption, les

détournements des deniers publics, les gaspillages et pour la moralisation de la gestion de l'Etat et de la Nation ; défendre et bien gérer nos ressources nationales ; transformer et développer ces ressources ; garantir l'égalité des chances ; élever le pouvoir d'achat des mauritaniens ; répartir équitablement les richesses ; combattre le chômage ; garantir une vie digne à tous les citoyens ; développer les ressources quantitativement et qualitativement ; assurer une protection et une couverture sanitaire à tous ; mettre en œuvre une politique de l'habitat visant les bidonvilles ; et lutter contre la désertification et créer un environnement écologique viable".

Telles sont les intentions du Front Uni de l'Opposition.

Résumé de

Thiam Mamadou Alassane

LE MOT SUR L'ACTUALITÉ

"A quelque chose malheur est bon !"

La secousse des 8 et 9 juin dernier, si elle a été ressentie comme une atteinte grave à la démocratie, aux institutions républicaines, à l'ordre public, avec son lot de victimes, et unanimement condamnée, a incontestablement dessillé les yeux des Mauritanien, à commencer par le premier Magistrat du pays. C'est évident. Car, en haut lieu, on commence à se rendre soudainement compte que beaucoup de choses ne vont pas dans le "Bilad Mauritania".

Au-delà des explications données quant aux mobiles du putsch, l'honnêteté incite à reconnaître qu'il y avait un malaise profond parmi le peuple, et au sein de l'armée. Seul l'écran de fumée, longtemps installé par les thuriféraires et autres laudateurs à l'intérieur et aux alentours du pouvoir, cachait la réalité hideuse d'une situation loin d'être brillante. Contrairement à ce que l'on chante à tout vent.

D'immenses couches de la population ont faim et soif. Et ne possèdent pas d'habitat décent. Se soignent et s'habillent très mal, leurs enfants s'éduquent mal. Elles ont un besoin terrible et irrépressible de changement. En profondeur !

La récente sortie des premiers responsables de l'Etat, appelant au respect de la chose publique pourrait être le début d'un agiornamento. Le discours du président du Sénat, appelant

tout le monde, en particulier ses collègues, à se remettre en question, participerait-il d'une réelle volonté de faire bouger les choses ? Ou ne serait-elle qu'un effet d'annonce, comme une simple suite de l'ambiance du moment ? On ne saurait répondre avant d'y voir clair. Mais l'on peut dire qu'on est en présence d'une ébauche d'autocritique. Du jamais vu !

Il reste que, cette volonté exprimée de changer les choses, doit avoir, pour sa traduction dans les faits, comme geste significatif, l'adoption par le Président de la République d'une nouvelle attitude de rassembleur, finissant avec les calculs édulcorés. Il gagnerait à dialoguer, au sens vrai du mot, avec l'opposition, sachant qu'elle a prouvé, par son comportement républicain pendant les tragiques événements, qu'au lieu d'être un ennemi, elle est un socle sur lequel repose la pérennité et le fonctionnement de la démocratie. Un rempart sur lequel se brisent toutes les initiatives aventuristes.

Il est temps que la Mauritanie se décide à faire l'économie de ses inutiles querelles politiciennes et de ses divisions ruineuses. Elle a besoin de tous ses fils. Qu'ils soient au pouvoir ou à l'opposition, ils ont tous un dénominateur commun, leur attachement à cette terre d'Islam, de tolérance et de fraternité. Ils se battent tous pour son intérêt, de

manière différente, certes. C'est cela la démocratie, dont le ferment est la liberté d'opinion.

En ce troisième millénaire, l'idée du "politiquement correct", c'est-à-dire de la pensée unique ne fait pas avancer les Nations. C'est dans la confrontation d'idées, dans une saine émulation, qu'on fera avancer la Mauritanie et les Mauritanien dans la voie du progrès, en ce temps dominé par la mondialisation et ses effets pervers, transformant le monde en un village global. Le développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication rend illusoire toute tentative de museler les consciences. Le salut est dans l'acceptation de l'idée de l'autre ; dans le respect des règles du jeu.

C'est le jour où tous les filles et fils du pays auront pris conscience que ce qui les unit est plus important que ce qui les divise, que la Mauritanie verra enfin "sa conscience nationale avancer de 10 ans". C'est en ce moment, et en ce moment seulement que cette phrase lâchée à "Jeune Afrique/Intelligent", par le Chef de l'Etat, se traduirait dans ses réalités et dimension.

Et comme on semble emprunter la voie en direction de cet idéal, on peut oser, en empruntant un dictionnaire populaire, soutenir que : "A quelque chose malheur est bon !"

Mamadou Alassane THIAM